



## Communiqué de presse

### Endiguer les attaques envers la société civile et les médias au Mali – CIVICUS

**Johannesburg, le 26 juin 2013** – L'alliance mondiale de la société civile CIVICUS est profondément préoccupée par l'intimidation et le harcèlement opérés envers les membres de la société civile au Mali dans la perspective des élections de juillet 2013. Suite au coup d'Etat de mars 2012, les libertés fondamentales, en particulier les libertés de réunion et d'expression, ont subi une nouvelle vague de répression dans le pays.

"Il est essentiel que la communauté économique des États d'Afrique occidentale (CEDEAO) et la communauté internationale engagent d'urgence avec les autorités maliennes afin d'assurer la protection des libertés fondamentales et des voix de la société civile dans le pays", explique David Kode, Chargé de politique et de plaidoyer à CIVICUS.

"Les membres de la société civile sont confrontés à des menaces à la fois des forces gouvernementales et des groupes armés, alors que les violations des droits de l'Homme abondent dans le pays. Les journalistes sont harcelés par les forces de sécurité, qui mènent des visites aléatoires dans les maisons de presse et soumettent les journalistes à des convocations régulières où ils sont l'objet d'interrogatoires. Beaucoup ont été mis en garde contre la publication d'articles sur l'armée et la situation politique dans le pays", dit Kode.

CIVICUS est particulièrement préoccupé par les événements suivants survenus récemment au Mali :

- Le 17 juin 2013 21 militants de la société civile, principalement des membres du *Forum des Organisations de la Société civile du Mali* (FOSC), la plate-forme nationale de la société civile, ont été arrêtés par la police pour leur implication dans l'organisation d'une manifestation visant à dénoncer les négociations et un accord de paix préliminaire entre le gouvernement malien et le groupe armé *Mouvement National de Libération de l'Azawad* (MNLA). La société civile au Mali est préoccupée par le dangereux précédent que représente le fait d'offrir l'immunité aux groupes armés pour les violations des droits qu'ils commettent.
- Avant leur arrestation, les militants avaient organisé une conférence de presse au secrétariat du FOSC le 14 juin, au cours de laquelle ils ont appelé à un processus de dialogue plus ouvert. Ils ont appelé les citoyens à prendre part aux manifestations prévues le 17 juin 2013. La police malienne a anticipé les protestations, est arrivée sur place à l'avance et a arrêté 21 militants, avant même le début des manifestations. Les militants ont été accusés de troubler

l'ordre public, de violer l'état d'urgence et ont été détenus au poste de police. Ils ont été libérés le 18 juin 2013. L'accord entre le gouvernement et le MNLA a été officiellement signé.

- Les médias et les journalistes sont également sous forte pression. Le 12 mars 2013 Dramane Traoré, journaliste de Radio Kayira, a été attaqué par un assaillant non identifié et poignardé dans la tête à son domicile. Il y a des raisons de croire que l'attaque était en relation avec ses reportages critiques sur la dynamique politique du pays. Avant l'attaque, il avait été menacé par un inconnu qui lui avait ordonné de quitter Radio Kayira ou de se préparer à mourir.
- Le 6 mars 2013 le rédacteur en chef Bouakary Daou a été arrêté après avoir sanctionné la publication d'une lettre dans le journal *Le Républicain* prétendument écrite par des membres de l'armée, et dans laquelle les auteurs dénoncent le salaire exorbitant gagné par le chef du coup d'Etat de mars 2012, Amadou Haya Sanogo. Après l'arrestation de Bouakary, d'autres journalistes et employés des médias œuvrant en solidarité ont uni leurs voix pour demander sa libération. Il a finalement été libéré le 2 avril 2013 et toutes les charges contre lui ont été abandonnées.

CIVICUS exhorte le gouvernement du Mali à (i) ordonner aux forces de sécurité de cesser immédiatement de harceler les militants de la société civile et les journalistes, (ii) condamner publiquement les attaques et le harcèlement envers les membres de la société civile et les journalistes, et (iii) mettre en place des mesures pour assurer un environnement de travail sûr pour la société civile et les médias.

## FIN

### Notes aux rédacteurs :

[CIVICUS](#) a été fondée en 1993 et est dédiée au renforcement de l'action citoyenne et de la société civile à travers le monde, en particulier dans les régions où la démocratie participative et la liberté d'association des citoyens sont contestées.

### Contacts à CIVICUS :

David Kode, Chargé de politique et de plaidoyer

Email : [david.kode@civicus.org](mailto:david.kode@civicus.org)

Mobile: +27 73 775 8649

Zubair Sayed, Chef de la communication :

Email : [zubair.sayed@civicus.org](mailto:zubair.sayed@civicus.org)

Tel: +27 11 833 5959 (poste 140) Mobile: +27 72 456 3036

*En 2012 CIVICUS a relevé des menaces envers la société civile dans plus de 75 pays. Pour plus d'informations sur l'environnement favorable à la société civile, nous vous invitons à lire le [Rapport de CIVICUS sur l'état de la société civile 2013](#).*